

RAPPORT ANNUEL 2002 - 2003

# DÉVELOPPER **iidd** L'EXCELLENCE

Institut  
international du  
développement  
durable

International  
Institute for  
Sustainable  
Development

UN MIEUX-VIVRE DURABLE POUR TOUS

Notre vision



ASSURER UN AVENIR DURABLE AUX  
SOCIÉTÉS EN FAVORISANT L'INNOVATION

Notre mission

<http://www.iisd.org>

# TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants	1
Mot du président de l'Institut et du président du Conseil	2
Qu'avons-nous appris?	
Observations de membres	
du personnel de l'Institut	4
FAQ sur l'IIDD	8
Dernières impressions	10
Les mesures et indicateurs	12
La communication des connaissances	14
Les changements climatiques et l'énergie	16
Les politiques économiques	17
Le commerce et l'investissement	18
Les services d'information	20
La gestion des ressources naturelles	21
L'équipe de l'IIDD	22
Rapport des vérificateurs	23
Bilan consolidé	24
État consolidé des résultats	25
Accords de financement	26
Annexe 1 - Fonctionnement par secteur d'activité	27
Annexe 2 - Subventions affectées à des fins particulières	28

*On peut se procurer la version intégrale des états financiers vérifiés à l'adresse <http://www.iisd.org/about/> ou en écrivant à l'IIDD.*

Courriel : [info@iisd.ca](mailto:info@iisd.ca) Site web : <http://www.iisd.org>

161, avenue Portage est  
6<sup>e</sup> étage  
Winnipeg (Manitoba)  
Canada R3B 0Y4  
Tél. : +1 (204) 958-7700  
Télééc. : +1 (204) 958-7710

C-402, La Maison  
internationale de  
l'environnement  
13, chemin des Anémones  
1219 Châtelaine  
Genève, Suisse  
Tel: +41 (22) 979-9373  
Fax: +41 (22) 979-9054

250, rue Albert  
Pièce 1360  
Ottawa (Ontario)  
Canada K1P 6M1  
Tél. : +1 (613) 238-2296  
Télééc. : +1 (613) 238-8515

212 East 47th Street  
#21F  
New York, NY  
10017 États-Unis  
Tél. : +1 (212) 644-0204  
Télééc. : +1 (212) 644-0206

L'Institut international du développement durable contribue au développement durable en formulant des recommandations stratégiques concernant le commerce international et l'investissement, les politiques économiques, les changements climatiques, les mesures et indicateurs ainsi que la gestion des ressources naturelles. Nous affichons sur Internet des comptes rendus de négociations internationales et l'information spécialisée que nous procure notre collaboration avec des partenaires du monde entier. Ce faisant, nous favorisons une recherche rigoureuse, le perfectionnement des compétences dans les pays en développement, ainsi qu'un dialogue fructueux entre le Nord et le Sud.

L'Institut a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. Il bénéficie de subventions de fonctionnement du gouvernement du Canada qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et Environnement Canada, ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projet lui sont également accordés par le gouvernement du Canada, la province du Manitoba, d'autres gouvernements nationaux, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées. L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501 (c)(3) de l'Internal Revenue Code des États-Unis.

# FAITS SAILLANTS 2002 - 2003

FAITS  
SAILLANTS

- L'Institut a entamé le cinquième et dernier volet du projet d'initiative locale Action 21 avec trois municipalités roumaines. Ce projet aide les citoyens roumains et le personnel municipal à améliorer la qualité de vie locale. Voir page 12.
- En collaboration avec l'Alliance mondiale pour le savoir et TakingITGlobal, l'IIDD a créé une coalition pour l'accès des jeunes aux technologies qui mise sur la facilité qu'ont les jeunes à se servir des technologies de l'information et des communications pour faire avancer la cause du développement durable. Voir page 15.
- Depuis la ratification par le Canada du protocole de Kyoto, l'équipe des changements climatiques et de l'énergie à l'IIDD a directement participé à la mise en œuvre du protocole. L'Institut joue un rôle de plus en plus important à l'échelle internationale dans le domaine de l'évolution du climat. Voir page 16.
- Le projet d'efficacité énergétique TERI-Canada est presque terminé. Ce projet d'une durée de cinq ans a coûté plusieurs millions de dollars. Dans l'année écoulée, l'IIDD s'est surtout occupé de la réforme budgétaire verte. Notre collaboration avec TERI (The Energy and Resources Institute) en Inde a été très fructueuse. Voir page 17.
- En partenariat avec le Centre international du commerce et du développement durable, l'IIDD a produit une série de 13 examens des grands enjeux du cycle de Doha des négociations de l'Organisation mondiale du commerce. Voir page 18.
- L'équipe du Bulletin des négociations de la Terre a préparé des comptes rendus d'au moins 30 réunions des Nations Unies. Voir page 20.
- L'an dernier, Linkages (<http://www.iisd.ca>) a reçu cinq millions de demandes de consultation, le Sommet mondial sur le développement durable ayant constitué une période de pointe. Quelque 1,2 million d'exemplaires du Bulletin des négociations de la Terre ont été téléchargés, de même que 720 000 exemplaires de rapports de recherche de l'Institut.
- Le volet nord-américain du projet Mines, minéraux et développement durable s'est conclu l'année dernière. Environ 150 personnes ont participé à ce projet qui visait à porter l'enjeu du développement durable à l'attention de l'industrie dans son ensemble. Voir page 21.
- La bibliothèque en ligne (Research Library) de l'IIDD renferme maintenant 20 000 documents et liens sur le développement durable. L'année dernière, la bibliothèque a traité quelque 1000 demandes d'information et 400 prêts entre bibliothèques. La *Weekly Journal Review*, une liste de distribution électronique d'analyses par des spécialistes d'articles de 125 revues traitant de développement durable, compte maintenant 1700 abonnés.
- En 2002-2003, l'Institut a tiré des produits de 8 331 750 \$ des subventions affectées à des fins particulières, une augmentation de 8 % par rapport à l'année précédente. La ventilation des produits par secteur d'activité est présentée à la page 27.

# MOT DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT ET DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

MOT DU PRÉSIDENT  
DE L'INSTITUT ET DU  
PRÉSIDENT DU CONSEIL

La dernière année aurait pu marquer un nouveau départ pour le développement durable à la faveur de la rencontre d'une centaine de chefs d'État et de gouvernement au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) tenu en août.

Les activités parallèles, où foisonnaient les exemples d'interventions des gouvernements, de la société civile et de l'entreprise privée en faveur du développement durable, ont effectivement remporté un vif succès. Par contraste, les négociations officielles ont déçu. Ponctuées de courageuses déclarations, elles comportaient peu d'échéanciers, et encore moins d'engagements financiers. Heureusement, presque tous les pays se sont entendus sur le lien essentiel existant entre un environnement mondial sain et

l'élimination de la pauvreté de masse dans le monde en développement. L'IIDD connaît bien cet enjeu autour duquel s'articulent les activités de son équipe des politiques économiques.

En se fondant sur les travaux du prix Nobel Amartya Sen, l'Institut a mis au point un cadre conceptuel pauvreté-environnement qu'a approuvé le conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ce même conseil a aussi adopté un plan de travail visant l'application de ce cadre en Afrique au cours des trois prochaines années. L'Institut s'attend à être consulté et à jouer un important rôle dans la coordination du réseau proposé et la préparation de profils de pays.

Le premier ministre Jean Chrétien a annoncé au SMDD que le Canada

ratifierait le protocole de Kyoto, ce qui a déclenché un débat national animé ayant abouti à la ratification du protocole par le parlement en décembre. L'IIDD a pris largement part au débat par ses nombreuses interventions dans les médias et par ses conseils aux gouvernements du Canada et du Manitoba. Nous avons également étudié les liens entre les changements climatiques et le développement en contribuant à un projet de mécanisme de développement propre au Chili et en collaborant à l'examen des répercussions des changements climatiques et de la mondialisation sur l'agriculture en Inde avec le Centre for International Climate and Environmental Research (CICERO) de la Norvège et l'Energy and Resources Institute (TERI) de l'Inde.

## Conseil d'administration



Jacques Gérin  
(Canada), président  
du Conseil



David Runnalls  
(Canada), président-  
directeur général



Edward S. Ayensu  
(Ghana)



James Bruce  
(Canada)



James Carr  
(Canada)



Eleanor Clitheroe  
(Canada)



Angela Cropper  
(Trinité-et-Tobago)



Christian Friis Bach  
(Danemark)



Charles Hantho  
(Canada)



Nicolas Imboden  
(Suisse)



Aban Marker Kabraji  
(Pakistan)



Ashok Khosla  
(Inde)



Rosemarie Kuptana  
(Canada)



Huguette Labelle  
(Canada)



Elizabeth E. May  
(Canada)



Mark Moody-Stuart  
(Royaume-Uni)



Bob Page (Canada)



Edward Schreyer  
(Canada)

## Notre style de collaboration

Cet esprit de partenariat, la santé de l'Institut et son efficacité en dépendent. Si notre but est le développement durable, notre style est la collaboration. Que ce soit avec TERI concernant la réforme budgétaire verte, l'adaptation aux changements climatiques et les subventions, avec les membres de nos réseaux du savoir en matière de commerce, d'évolution du climat et des communications, ou avec de nombreux instituts de recherche sur le développement, nos partenariats ont toujours constitué pour nous une occasion de renforcer nos propres capacités et celles de nos partenaires du Sud et de voir à ce que l'information ne circule pas uniquement du Nord au Sud.

Notre association avec le secteur privé nous tient également à cœur. Nous avons mis la dernière main au volet nord-américain du projet Mines, minéraux et développement durable auquel ont participé au moins une trentaine des plus grandes sociétés minières du monde, et nous faisons toujours partie du Comité consultatif de Shell Canada sur les changements climatiques.

Il ne suffit pas de formuler des recommandations, il faut aussi les faire connaître. Nous sommes fiers de l'efficacité de nos équipes de la communication des connaissances et des services d'information. Le *Bulletin des négociations de la Terre* (BNT) a

publié des comptes rendus détaillés de plus de 30 rencontres internationales sur l'environnement à l'intention des délégués et des observateurs intéressés du monde entier. Pour une onzième année consécutive, le BNT a contribué au déroulement de négociations ouvertes et transparentes tout en uniformisant les règles du jeu pour tous les négociateurs. Son équipe s'est également occupée d'alimenter généreusement le site de l'IIDD, duquel près de deux millions de documents ont été téléchargés en 2001-2002. Notre rayonnement est une grande source de fierté.

## Préparer l'avenir en planifiant et en misant sur notre personnel

Au cours de l'année écoulée, nos activités de recherche et de diffusion ont été multiples ainsi qu'en témoigne ce rapport. Et nous voyons à préparer l'avenir. Le groupe de travail du Conseil sur la planification à long terme a mis à jour le plan stratégique de l'Institut et proposé des façons d'accroître l'influence de l'IIDD et son efficacité. Notre déficit budgétaire a diminué, et nous atteindrons le déficit zéro à la fin de la présente année.

Nous ne sommes pas des fabricants. Notre personnel représente notre principal atout, un personnel capable d'avoir des idées et de les faire connaître. Nous commençons à investir davantage dans nos gens en leur offrant une formation de pointe et des outils perfectionnés. En améliorant

constamment notre capacité et notre volonté d'appuyer nos employés, nous continuerons à attirer les candidats les plus brillants. Nous sommes convaincus que l'Institut ne manquera pas de récolter les fruits de son investissement dans le perfectionnement de son personnel.

Nos activités ont atteint une masse critique dans les secteurs du commerce et de l'investissement, des services d'information et des changements climatiques. Dans les mois à venir, nous affecterons d'importantes ressources à l'expansion de nos programmes de gestion durable des richesses naturelles, et à intensifier nos premiers efforts déjà fructueux concernant la sécurité et l'environnement, un enjeu primordial après les attentats du 11 septembre. Notre reconnaissance est acquise à notre personnel, à nos associés, aux membres du Conseil et à nos partenaires pour leur travail et pour leur dévouement à l'endroit de l'Institut.

Le président du Conseil,



Jacques Gérin

Le président-directeur général,



David Runnalls

### Conseillers de l'extérieur

Norm Brandon, sous-ministre, Conservation Manitoba  
James Eldridge, greffier du Conseil exécutif, Province du Manitoba  
Len Good, président, Agence canadienne de développement international  
Alan Nymark, sous-ministre, Environnement Canada  
Maureen O'Neil, présidente, Centre de recherches pour le développement international  
Mary Simon, ambassadeur aux Affaires circumpolaires (MAECI)

### Amis de l'Institut

Gro Harlem Brundtland  
José Goldemberg  
Sir Shridath Ramphal  
Lloyd McGinnis

### Président fondateur du Conseil

### Membres distingués

Art Hanson, scientifique principal  
Jim MacNeill, président du Conseil émérite  
Maurice Strong

APPRISS-  
NOUS  
QU'AVONS-

## QU'AVONS- NOUS APPRIS?

### Observations de membres du personnel de l'Institut

Tout au long de l'année, les membres du personnel de l'Institut font des recherches complexes et ont collectivement des rapports avec des centaines de partenaires du monde entier. Personnellement et en tant qu'organisation, nous continuons d'apprendre et de grandir. Des membres de notre personnel nous livrent ici leurs réflexions sur les expériences et rencontres de l'année et sur les enseignements à en tirer.

« Dans le cadre de notre projet d'initiative locale Action 21, trois membres du personnel de l'IIDD et deux autres personnes ont vécu une expérience des plus enrichissantes en donnant des séances de formation dans trois villes de Roumanie. L'intérêt et l'enthousiasme des stagiaires faisaient plaisir à voir. L'accueil chaleureux qu'on nous a réservé nous a montré que bien des gens s'intéressent au développement durable et au programme Action 21. Nous avons constaté avec satisfaction que nous pouvions faciliter la conclusion de partenariats entre Roumains ainsi qu'entre eux et l'équipe canadienne. »



Peter Hardi  
membre associé

« Voir un projet ambitieux aboutir à sa conclusion procure toujours une certaine satisfaction. En mai 2002, le Programme des Nations Unies pour l'environnement publiait son nouveau rapport Perspectives mondiales en matière d'environnement (GEO), le troisième d'une série de plus en plus connue et respectée. Grâce à notre contribution qui s'est surtout faite en coulisses, nous nous sommes retrouvés dans une position idéale pour renseigner notre auditoire local sur les enjeux mondiaux lors du lancement de GEO à Winnipeg. La nombreuse assistance comptait des étudiants et un ministre provincial. S'il nous reste beaucoup à apprendre pour intéresser des auditoires locaux à ces enjeux, le lancement local de GEO y aura modestement contribué. »



László Pintér  
directeur des  
mesures et  
indicateurs

« Qui s'intéresse à la protection de refuges fauniques ou à la salubrité de l'air pour les générations futures quand il y a la guerre et que des innocents meurent? À Belgrade, un jeune Grec protecteur d'oursins m'a parlé de la demande que la direction du zoo de la capitale lui avait faite en 1999, pendant la campagne de bombardements de la Serbie par l'OTAN, pour qu'il vienne sauver des oursins. Cet homme a fait des centaines de kilomètres, traversant des campagnes marquées par les combats, des postes de contrôle et des barrages, pour ramener quelques oursins en Grèce. L'amour de la nature rapproche parfois les gens de manière inattendue. C'est dans ces occasions que naît l'espoir d'un monde où régnera la paix. »



Jason Switzer  
gestionnaire  
de projet

« Cette année, l'innovation et l'apprentissage continu ont retenu mon attention. Comparativement à l'élaboration de politiques et aux négociations intergouvernementales qui avancent souvent à pas de tortue, la recherche en matière de développement durable peut progresser à pas de géant. Une organisation de la taille de l'IIDD se doit de voir à ce que ses chercheurs soient parmi les mieux renseignés de la profession. J'ai donc créé dans notre Intranet deux modules baptisés Innovatory et Complexatory, qui sont des répertoires virtuels renfermant notre savoir collectif sur l'innovation et la gestion adaptative complexe. Des séances de remue-méninges à l'heure du lunch ont permis au personnel d'enrichir son bagage de connaissances. Nous avons aussi acheté de la documentation et préparé des bibliographies et d'autres outils d'information que nous avons versés dans ces répertoires électroniques. Le Sommet mondial sur le développement durable a suscité des débats alimentés par la recherche d'idées pour raviver le processus de Rio en collaboration avec des personnes influentes du milieu du développement durable. Nous avons également répondu aux nombreuses questions de néophytes désireux de se renseigner sur le développement durable, ce qui nous a donné, à ma collègue Stacy Matwick et à moi, l'impression de faire un « retour vers le futur ». »



Marlene Roy  
coordonnatrice  
des ressources  
en information

« Ce que j'ai appris de plus important depuis mon arrivée à l'IIDD il y a trois ans, c'est l'importance du *Bulletin des négociations de la Terre* pour les intervenants en gouvernance de l'environnement mondial. Outre leur grande utilité pour les négociateurs environnementaux, les résumés du BNT renseignent les décideurs du monde entier en leur offrant des comptes rendus objectifs et à jour des négociations au fil de leur déroulement. Cela revêt une grande importance pour les personnes incapables d'assister à toutes les séances de négociation. Une découverte qui compte encore plus, c'est que les décideurs ne sont pas les seuls à lire le BNT. Dans mes recherches post-doctorales, je trouve constamment des textes d'universitaires qui parlent du Bulletin comme étant la source qui fait autorité! »



Andrew Baldwin  
rédacteur/  
réviseur, BNT

« La question des changements climatiques est si vaste et complexe qu'il est facile de crouler sous l'abondance de renseignements. Les meilleurs projets sont ceux dont les responsables ont pu compter sur de solides réseaux, ce qui vaut à l'échelle tant internationale que locale. Voici un exemple concret. L'IIDD et les autres membres du Réseau du savoir sur l'évolution du climat cherchent des façons d'atténuer les injustices propres aux changements climatiques : les émissions proviennent surtout des pays développés, les pays en développement étant le plus exposés à en subir les conséquences prévues; les négociations internationales sont dominées par les pays développés, les pays en développement n'y participant qu'au prix d'énormes efforts. Je suis convaincu que les projets du Réseau contribuent beaucoup à combler ces écarts et à créer un régime plus équitable de lutte contre l'évolution du climat. Les membres du Réseau ont collaboré à différents projets qui n'auraient peut-être pas existé – ou eu de véritables retombées positives – sans cette collaboration. Il importe à tout prix d'encourager les organisations de recherche sur les changements climatiques des pays développés, en développement et en transition à collaborer ensemble. »



Dennis Cunningham  
gestionnaire  
de projet

# QU'AVONS-

« Ces derniers mois, nous avons tous deux eu l'occasion d'examiner comment une organisation enrichit son savoir et pourquoi cet apprentissage a une telle importance pour l'Institut. Ce faisant, nous avons compris que pour accomplir notre mission, il nous faut améliorer constamment deux grands aspects du rendement institutionnel.

Premièrement, compte tenu de la place qu'occupe le changement dans ses objectifs, l'IIDD est appelé à gérer le changement des points de vue de sa façon de travailler et de la façon dont d'autres organisations envisagent le développement durable. Deuxièmement, afin de demeurer à la fine pointe de l'innovation en matière de développement durable, il nous faut constamment évaluer l'efficacité de nos interventions et intégrer les leçons tirées de notre expérience à nos nouvelles activités.

En cherchant la meilleure façon de tirer ces leçons et de les faire connaître, il nous est apparu que ce qui compte avant tout, c'est la mise en œuvre proprement dite du changement. Il faut donc mettre l'accent sur la qualité des communications et des rapports avec les personnes que nous souhaitons influencer. Les membres d'un groupe de travail du Conseil sur la planification à long terme et les employés de l'Institut s'emploient présentement à chercher des moyens d'accroître l'efficacité de notre travail en établissant des stratégies visant l'identification de nos plus importants auditoires cibles et la qualité de nos rapports avec eux. Par ailleurs, nos processus internes de préparation et d'examen des propositions expliquent comment la stratégie de diffusion doit être conçue pour que l'on sache comment nos partenaires et auditoires cibles seront informés de l'état d'avancement d'une activité et de ses résultats. Enfin, il faudra accorder davantage d'attention à l'évaluation des extrants des projets et de la mesure dans laquelle les changements prévus au départ sont réalisés.

Le deuxième élément mentionné nous amène à examiner la façon de créer une culture interne de l'apprentissage et les

structures propres à l'encourager. L'IIDD encourage son personnel à contribuer à la poursuite de différents objectifs stratégiques de l'Institut en s'investissant dans des projets réalisés dans divers champs d'intérêt. L'expérience a été plus ou moins fructueuse selon la nature du travail et la souplesse des employés concernés. Cette année, nous nous sommes employés à créer de nouveaux outils d'apprentissage individuel et organisationnel, et à établir des liens entre les projets et objectifs de différents programmes de recherche. Pour aider nos bureaux et nos associés du monde entier, nous avons enrichi notre service Intranet de modules de formation en gestion de projet et d'un accès à des fichiers de soutien de projet et à d'autres outils. Nous venons de créer un outil d'apprentissage baptisé Innovatory – une représentation visuelle du cycle de projet de l'IIDD destinée à encourager l'innovation et à déterminer quelles leçons tirer de toutes les étapes du projet, depuis l'incubation d'idées jusqu'à l'apprentissage et l'adaptation. L'an prochain, nous prévoyons tenir régulièrement des séances d'information où seront présentées les leçons tirées de projets dont la conclusion approche, leçons qui seront versées dans la mémoire de l'Institut. Nous comptons bien que les résultats seront très intéressants. >>



**Bill Glanville**  
vice-président,  
agent principal  
des opérations



**Darren Swanson**  
associé de  
recherche



**Jared Huber**  
stagiaire  
de l'IIDD

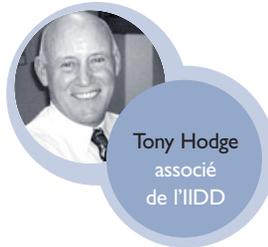
« En tant que stagiaire de l'IIDD affecté auprès de l'Institut international pour l'environnement et le développement, je souhaitais au départ acquérir des compétences qui me seraient utiles plus tard dans ma carrière en publicité. Mais quand vous côtoyez jour après jour des personnes brillantes qui souhaitent influencer le cours des choses en se détachant du mode occidental de consommation, vos opinions ne peuvent que changer. C'est du moins ce qui m'est arrivé. En tant que communicateur, je ne me sens pas la compétence voulue pour parler de développement durable autrement qu'en termes généraux. Par contre, ma formation me fait mieux voir la nécessité que les pays du Nord décident quelles questions devraient retenir leur attention. Les Londoniens ont fait la preuve lors de la récente crise de la guerre en Irak que leur conscience sociale est passablement développée. Il importe donc que les grands médias parlent des enjeux du développement. J'en viens même à me demander s'il ne vaudrait pas mieux investir dans la bonne communication de résultats de recherche existants une partie des énergies consacrées à de nouvelles recherches, afin de mieux faire connaître les initiatives de développement durable. Je crois toujours qu'une bonne publicité peut donner des résultats, mais encore bien plus qu'il s'agira d'un outil indispensable pour que s'opèrent de véritables changements sur le plan du développement. >>

# NOUS APPRIS?

« L'année écoulée m'a convaincu qu'il est essentiel de toujours envisager les choses d'un double point de vue, celui du fond, c'est-à-dire de ce que nous accomplissons, et celui de la forme, c'est-à-dire de la façon dont nous faisons les choses. J'ai vu une incursion dans le monde très concret de l'exploitation minière révéler de grandes vérités sur la façon de dissocier la noble notion de durabilité. Il existe différentes façons de procéder. Premièrement, quand on parle de gestion des ressources, ce qu'il importe de se demander, ce n'est pas si une ressource donnée est renouvelable ou non. Plutôt, ce qu'il faut savoir au sujet de toutes les activités humaines (qu'elles visent ou non la gestion des ressources), c'est si une activité humaine donnée contribue à long terme au bien-être des humains et à l'intégrité de l'écosystème. Voilà le test suprême de la durabilité. Les deux aspects sont nécessaires. Ce critère de conception bidimensionnelle offre une perspective claire. Pour atteindre de tels résultats, les rapports entre les intérêts doivent être sains, tout comme la dimension économique des projets et des collectivités ainsi que les institutions et mécanismes de gouvernance. De plus, il doit exister une façon d'assurer l'apprentissage continu et de s'adapter au changement. Dans les années à venir, cette perspective s'imposera comme étant parfaitement logique, et c'est cet ingrédient qu'exige et offre à la fois l'industrie minière.

Pour ce qui est de la façon de faire les choses, j'ai beaucoup appris cette année. Ce que j'ai surtout compris, c'est la force d'une petite équipe dont les membres travaillent bien ensemble. Il nous faut deux ingrédients principaux. Premièrement, il faut viser un but commun compris de tous, non seulement par prescription intellectuelle mais aussi à cause d'un esprit commun essentiellement intuitif. Une fois cet esprit créé, plus rien n'est hors de portée. Deuxièmement, il faut constituer une équipe en respectant la créativité personnelle. Chacun de nous doit aider ses collègues à l'exprimer. Quelle que soit la place que l'on occupe dans la hiérarchie, chacun assume

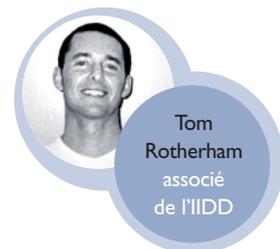
cette responsabilité de gestion pluri-directionnelle; en nous en acquittant bien, nous pouvons vraiment changer le cours des choses. »



« J'entends souvent les gens dire que voir les jeunes prendre les choses en main est réconfortant. Mais c'est plutôt d'urgence qu'il faudrait parler. Ainsi que le fait remarquer E.O. Wilson dans *The Future of Life*, « les habitants des pays en développement sont déjà bien plus jeunes que ceux des pays industrialisés, une tendance qui ne manquera pas de s'accroître. Les rues de Lagos, Manaus, Karachi et d'autres villes du monde en développement fourmillent d'enfants. Dans au moins 68 pays, les moins de 15 ans représentent plus de 40 % de la population. » Si nous réussissons à traverser les 50 à 100 prochaines années, ce sera parce que les jeunes auront repris les choses en main. Nous ne pouvons nous permettre une culture mondiale où des jeunes blasés deviennent des adolescents attardés à l'âge adulte. Les jeunes du monde entier seront de plus en plus appelés à s'impliquer en prodiguant éducation et soins de santé et en restaurant l'environnement. J'ai appris que le leadership de jeunes n'est pas une question d'acquisition de compétences pour demain, mais une question de survie pour nous tous. »



« L'Institut a notamment pour rôle d'aider des groupes différents à bien travailler ensemble, qu'il s'agisse de l'OMC ou d'ONG, de pays du Nord et du Sud, voire de différents ministères au sein d'un même gouvernement. Si la confiance ne règne pas, rien ne se passe. Cette année, j'ai compris l'importance d'investir dans les rapports avec les gens et avec les organisations. Grâce à mon travail sur le rôle des normes dans le développement durable, l'IIDD facilite le rapprochement de deux groupes n'ayant rien en commun : les ONG et les organismes nationaux responsables des normes. Notre expérience nous enseigne qu'il existe des domaines où la coopération peut être réciproquement avantageuse. Mais sans confiance, rien ne se passe. Il n'y a pas de raccourci pour établir un climat de confiance. Cela exige du temps et parfois aussi des sacrifices. Après plus de quatre ans de collaboration avec le milieu des normes, en s'appliquant à trouver des terrains d'entente au lieu de se concentrer sur les différences évidentes, l'IIDD est maintenant en mesure d'être un honnête intermédiaire entre ce milieu et celui des ONG. Il ne suffit pas de comprendre l'autre. L'autre doit savoir que vous le comprenez et que votre compréhension de ses préoccupations influe sur vos opinions. C'est là que se trouve la base de la confiance et de la coopération. »



# FAQ SUR L'IIDD

## Foire aux questions sur l'Institut international du développement durable

### Que

#### fait l'IIDD au juste?

L'Institut international du développement durable appuie le changement en faveur du développement durable. Par nos recherches dont nous veillons à faire connaître les résultats, nous essayons de convaincre les pouvoirs publics, les gens d'affaires, les ONG et d'autres décideurs d'adopter des lignes de conduite avantageuses à la fois pour l'économie mondiale, l'environnement planétaire et le bien-être des populations. Dans la perspective du développement durable, nous facilitons la tenue de négociations internationales transparentes et utiles. Et nous sommes persuadés de la nécessité de renforcer nos propres compétences tout en aidant les organisations du monde en développement qui sont nos partenaires à viser l'excellence.

### En quoi

#### consiste le développement durable?

Le développement durable s'entend de la volonté de l'humanité de privilégier une forme de développement économique ne nuisant ni à l'intégrité des écosystèmes ni au bien-être des populations. Il consiste en la recherche d'une vie meilleure pour tous, aujourd'hui et demain. La définition la plus universellement acceptée se trouve dans *Notre avenir commun*, le rapport historique publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement que présidait Gro Harlem Brundtland, ancien premier ministre de la Norvège. Le développement durable y est défini comme étant : « le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

### L'IIDD

#### est-il un groupe de réflexion?

En tant qu'organisme indépendant sans but lucratif, l'IIDD fait progresser le débat sur les enjeux du développement durable. Mais il est beaucoup plus qu'un groupe de réflexion. Notre personnel fait de plus en plus de recherche appliquée. Il voit à ce que les conclusions de ses propres recherches soient bien appliquées sur le terrain. Les entreprises et les gouvernements ont de plus en plus recours à nos services. En qualité de coordonnateur de puissants réseaux, l'Institut facilite la conclusion d'alliances mondiales dans les domaines du commerce, des changements climatiques et des communications. Également très actif dans Internet et sur le plan technologique, il publie des comptes rendus de négociations internationales, fait connaître les conclusions de ses recherches au monde entier et le fait profiter de son savoir-faire technique.

## Comment

### L'Institut a-t-il vu le jour?

En 1988, l'ancien premier ministre canadien Brian Mulroney annonçait à l'assemblée générale des Nations Unies que le Canada s'apprêtait à lancer et financer un institut du développement durable en réponse à l'appel de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. À l'invitation du Manitoba et de Gary Filmon, alors premier ministre de cette province, l'Institut a vu le jour à Winnipeg (la capitale du Manitoba) en 1990. Notre financement qui provenait d'abord exclusivement des gouvernements du Canada et du Manitoba est de plus en plus international et diversifié. Les gouvernements fédéral et provincial maintiennent leur appui financier à l'Institut, dont l'administration centrale se trouve toujours à Winnipeg.

## L'Institut

### est-il vraiment international?

Tout en étant une organisation établie au Canada, l'IIDD a une équipe et des activités clairement internationales. Les 150 employés, associés, pigistes et membres du Conseil sur lesquels compte l'Institut sont originaires de plus de 30 pays différents. Présents sur cinq continents, nous avons des bureaux à Winnipeg, Ottawa, New York et Genève.

## D'où

### provient le financement de l'Institut?

L'IIDD dispose d'un budget d'environ 11,32 millions de dollars CAN. Le financement de base représente environ 20 % de cette somme, constituée pour 80 % de subventions affectées à des fins particulières. Nos bailleurs de fonds sont des administrations publiques canadiennes et internationales, des organisations internationales, des entreprises privées et des fondations. La portion internationale des subventions affectées à des fins particulières prend de l'importance, presque autant de fonds provenant de gouvernements et organismes étrangers que canadiens.

## Comment

### L'Institut est-il structuré?

L'IIDD compte sept secteurs d'activité. Cinq équipes font des recherches axées sur les objectifs stratégiques suivants : les changements climatiques et l'énergie, les mesures et indicateurs, le commerce et l'investissement, la gestion des ressources naturelles et les politiques économiques. Deux équipes s'occupent des fonctions stratégiques suivantes : les services d'information, qui rendent compte des négociations internationales touchant l'environnement et le développement, et le groupe de la communication des connaissances qui aide nos chercheurs à communiquer leurs messages aux personnes qu'ils souhaitent informer et impliquer, tout en réalisant ses propres recherches sur les communications en matière de développement durable et sur les pratiques de participation.

## Quels

### sont vos auditoires cibles?

De manière générale, l'IIDD cherche à influencer, inspirer et renseigner les décideurs des gouvernements, du milieu des affaires, de la société civile et d'autres secteurs qui sont en mesure de faire adopter des lignes de conduite en faveur du développement durable. La composition de nos auditoires varie évidemment selon le secteur d'activité et le moment.

## Qui

### fait partie de votre Conseil, et quel est son rôle?

Selon la loi canadienne, notre Conseil doit être majoritairement canadien, à 50 % plus un membre. Pour 2003-2004, il compte des membres provenant du Ghana, de Trinité-et-Tobago, du Danemark, de la Suisse, du Royaume-Uni, de la Thaïlande et du Pakistan. Le Conseil, qui se réunit deux fois par année au Canada, possède ses propres comités. Il administre l'Institut, en fixe les orientations stratégiques et voit à la saine gestion de ses finances.

## Quels

### changements l'Institut a-t-il subis depuis sa création?

Comme toutes les organisations, l'IIDD a beaucoup changé depuis sa création. La tendance de plus en plus marquée vers le financement de projets particuliers est probablement le plus important changement à signaler. À ses débuts, l'Institut disposait de fonds de démarrage sans affectation particulière, ce qui lui permettait de faire des recherches et des interventions générales. Aujourd'hui, nos activités visent de plus en plus des enjeux particuliers. Notre rapport avec la technologie de l'information et des communications constitue un autre changement de taille. Quand l'Institut a vu le jour, Internet n'avait pas encore eu sa poussée de croissance. Aujourd'hui, il est l'âme de notre culture des communications et notre plus important outil de communication avec nos auditoires. Des millions de documents sont téléchargés à partir de nos sites chaque année.

## Comment

### se présente l'avenir pour l'IIDD?

En tant qu'organisation qui offre des solutions stratégiques, nous nous heurtons sans cesse au problème d'avoir à proposer des changements en faveur du développement durable dans un monde aux mécanismes imparfaits et aux signaux et stimulants contradictoires. Selon certains observateurs, le Sommet mondial sur le développement durable tenu l'été dernier à Johannesburg pourrait avoir été le dernier sommet sur ce thème. À mesure que s'impose l'urgence de l'enjeu du développement durable, il nous faudra intervenir de plus en plus au niveau multilatéral. Par ailleurs, les bailleurs de fonds étant sollicités de toutes parts, nous devons exceller dans l'innovation. Malgré tout, l'avenir de l'IIDD est prometteur. Notre compétence technologique, notre vaste savoir-faire, nos saines relations, notre aptitude à nous adapter au changement et notre indéfectible passion sont autant d'atouts qui nous aident à analyser les problèmes et à contribuer au bien-être économique, social et environnemental du monde entier.



## DERNIÈRES IMPRESSIONS

# Aban Kabraji et Ashok Khosla

L'Institut international du développement durable est dirigé par un conseil d'administration qui fixe la vision stratégique de l'organisation et lui montre la voie à suivre.

En juin 2003, Aban Marker Kabraji et Ashok Khosla, dont le mandat se terminait après des années de valeureux services, ont assisté à leur dernière réunion du Conseil à Winnipeg.

Aban Kabraji, membre du Conseil depuis 1994, est directrice régionale de l'UICN pour l'Asie en Thaïlande. Ashok Khosla, membre du Conseil depuis 1997, est président du Development Alternatives Group en Inde.

Ils nous font part de leurs réflexions sur l'IIDD et sur le développement durable.

**Depuis votre entrée au Conseil, quelles ont été selon vous les plus importantes réalisations de l'Institut?**

*Aban Kabraji* : L'IIDD, au début financé exclusivement par des gouvernements canadiens, est devenu une organisation dynamique, bien développée et indépendante. Tout en maintenant une forte présence au Canada dans des domaines comme l'agriculture et les changements climatiques, nous nous sommes trouvé des créneaux internationaux bien définis pour nos activités liées au commerce et pour le Bulletin des négociations de la Terre. Pendant des années de fort leadership, nous avons recruté d'excellents candidats qui font de nous un joueur de premier plan sur la scène internationale.

*Ashok Khosla* : Parmi les contributions de l'Institut dans différents champs d'activité, je classerais au sommet celles qui touchent les changements climatiques et le commerce dans le contexte environnemental. L'Institut s'intéresse aussi aux processus à différents niveaux. Sur le plan extérieur, il a constitué plusieurs réseaux mondiaux du savoir particulièrement solides, tant dans le Nord que dans le Sud. Ces réseaux,

autre qu'ils procurent de précieux renseignements à l'Institut, aident ses partenaires à renforcer leur savoir dans des domaines d'intérêt commun. Sur le plan intérieur, l'Institut a réussi à se trouver des sources de financement très solides pour une organisation de la société civile.

**Quels sont les principaux atouts de l'Institut?**

*Aban Kabraji* : L'Institut s'est toujours clairement défini comme une organisation planétaire qui jette des ponts entre le Canada et le monde, ainsi que l'illustre notre travail avec le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement. Nous avons une grande influence et une grande crédibilité internationales dans les domaines des changements climatiques et du commerce. Et nous sommes à la fine pointe des communications électroniques grâce à nos réseaux et au BNT, le joyau de la couronne.

*Ashok Khosla* : Sa crédibilité dans ses champs de spécialisation renforcée par le souci de l'excellence et de la rigueur intellectuelle, qui lui confère une influence et une légitimité considérables à l'échelle tant nationale qu'internationale.



ABAN MARKER KABRAJI

« Nous devons nous adapter aux nouvelles réalités tout en conservant notre acuité intellectuelle. »



ASHOK KHOSLA

« Le principal défi consistera à conserver l'équilibre entre le besoin de concentrer nos interventions... et le besoin de privilégier la pluridisciplinarité. »

## parlent de leur passage à l'IIDD

**Quels seront les plus grands défis de l'Institut dans les prochaines années?**

*Aban Kabraji* : Depuis le 11 septembre 2001, les alliances internationales et les modes de réflexion subissent de profonds bouleversements. Dans cette conjoncture, l'Institut est appelé à choisir ce qu'il lui faut faire et dans quelle voie il doit s'engager. Nous devons nous adapter aux nouvelles réalités tout en conservant notre acuité intellectuelle.

*Ashok Khosla* : Le principal défi consistera à conserver l'équilibre entre le besoin de concentrer nos interventions afin d'atteindre des résultats, et le besoin de privilégier la pluridisciplinarité pour que les résultats atteints soient les bons.

**Êtes-vous optimiste concernant l'avenir du mouvement et du message en faveur du développement durable?**

*Aban Kabraji* : Je suis optimiste. La cause du développement durable demeure tout aussi valable aujourd'hui qu'hier, peut-être même encore plus. L'idée a fait son chemin dans l'esprit des gens. Il sera difficile de faire accepter les changements nécessaires à brève, voire à moyenne échéance. Mais

je crois que nous finirons par y arriver à mesure que les gens prendront conscience des problèmes. Personne ne peut vivre isolé dans son île. On peut ignorer les guerres lointaines, les catastrophes naturelles et la famine, mais si rien ne change, nous connaissons tous tôt ou tard l'insécurité et la faim.

*Ashok Khosla* : Vingt ans se sont écoulés depuis que la notion de développement durable est entrée dans notre vocabulaire. Si personne ne prétend que les politiques des gouvernements – encore moins des grandes sociétés – en subissent déjà fortement l'influence, il reste que les décideurs de tous les secteurs d'activité aiment bien montrer qu'ils y sont sensibilisés. Bientôt, ils n'auront plus d'autre choix que d'agir, vu l'incompatibilité évidente entre notre base de ressources non renouvelables et les populations et les économies en rapide croissance. La rareté de l'eau dans de nombreuses régions du monde fait maintenant partie intégrante du discours politique. Je crois pour ma part qu'à peine quelques décennies s'écouleront d'ici à ce qu'un débat entre initiés se transforme en un mouvement populaire général – non pas parce que les gens auront acquis une certaine sagesse, mais bien parce qu'ils ont un instinct de survie très aiguisé.

**Après toutes ces années au Conseil, quel sera votre souvenir le plus vif?**

*Aban Kabraji* : C'est de mes collègues dont je me souviendrai avec le plus d'affection. J'ai eu l'occasion de rencontrer des gens vraiment remarquables tant au sein du Conseil que chez les spécialistes de l'Institut.

*Ashok Khosla* : Mon mandat au sein du Conseil de l'IIDD aura été l'une de mes expériences les plus enrichissantes dans mon travail auprès d'instances décisionnelles d'organismes internationaux. Les débats très relevés étaient constamment alimentés par les excellentes contributions du personnel. Les discussions étaient toujours utiles, la direction se montrant tout disposée à s'en inspirer. Les membres du Conseil favorisaient nettement la planification proactive sans tomber dans le piège de la micro-gestion. Pour vivre cette grande expérience d'apprentissage, c'est avec plaisir que j'ai traversé l'océan plus d'une douzaine de fois.

## LES MESURES ET INDICATEURS

# Réalisations et

● L'IIDD et le Groupe consultatif sur les indicateurs du développement durable (GCIDD) – une équipe d'experts du monde entier dont l'Institut coordonne le travail – ont continué à perfectionner le tableau de bord du développement durable, un outil en ligne comportant des indicateurs du développement durable et leurs indices globaux. Grâce à une subvention de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), d'Environnement Canada et du Forum de Bellagio sur le développement durable, le tableau de bord a été enrichi de nouvelles fonctions permettant l'analyse des tendances et celle de l'indicateur DTI (distance-to-target). Le tableau de bord a été présenté à deux rencontres tenues dans le cadre du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg. On y trouve maintenant des données provenant de plus de 240 pays, et 60 indicateurs correspondant aux principaux indicateurs de développement durable de la Commission du développement durable des Nations Unies. De plus en plus connu, le tableau de bord suscite toujours l'intérêt des gouvernements, des entreprises et d'autres groupes. Cette année, l'IIDD l'a présenté à une rencontre de l'International Iron and Steel Institute à laquelle assistaient des

représentants de 15 grands producteurs d'acier. Pour plus de renseignements, consultez [http://www.iisd.org/cgsdi/intro\\_dashboard.htm](http://www.iisd.org/cgsdi/intro_dashboard.htm).

● L'IIDD a terminé quatre des cinq stages du projet local Action 21, une expérience pilote réalisée avec les municipalités roumaines de Iasi, Oradea et Ramnicu Valcea. En partenariat avec la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie du Canada et le Conseil international pour les initiatives écologiques communales (ICLEI), et avec l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), l'Institut collabore avec le gouvernement roumain, le Centre national du développement durable à Bucarest et les trois municipalités participantes au perfectionnement des compétences nécessaires à l'application dans ce pays des principes d'Action 21. Outre qu'elle améliore la qualité de vie, la formation donnée aux citoyens et aux fonctionnaires municipaux pour leur apprendre à collaborer avec tous les intervenants du milieu du développement communautaire crée des emplois et contribue à la démocratisation locale. Parmi les faits saillants de l'année, signalons le succès des séances de formation offertes par l'IIDD en Roumanie et l'engagement du gouvernement à faire

profiter d'autres municipalités du programme Action 21.

● Dans le cadre de sa participation à la préparation du Rapport manitobain sur le développement durable, en plus de contributions particulières comme le calcul de l'empreinte écologique de la province, l'IIDD a aidé Conservation Manitoba à établir les étapes à franchir et la façon de procéder. Nous avons aidé à établir le cadre analytique du rapport, collaboré avec les autorités à la conception d'un modèle et préparé certaines analyses. Nous avons nous-mêmes rédigé certaines sections du rapport et fait des observations sur les analyses faites par différents organismes provinciaux. L'Institut et Conservation Manitoba ont tenu une séance de formation à l'intention des intervenants provinciaux appelés à contribuer au rapport. Notre équipe a fait les premiers calculs de l'empreinte écologique en septembre 2002, après quoi elle a procédé à une série de calculs sectoriels et régionaux.

● Le troisième rapport Perspectives mondiales en matière d'environnement (GEO-3) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a été lancé en mai 2002 à Londres. En qualité de centre collaborateur du PNUE

L'équipe des mesures et indicateurs applique son savoir-faire à la conception d'outils et au renforcement des compétences de mesure des progrès vers le développement durable.

Le programme des initiatives locales Action 21 a eu d'énormes retombées positives sur le plan du développement communautaire en Roumanie.

## faits saillants

pour l'initiative GEO, l'IIDD a organisé un lancement à son siège de Winnipeg. Aux dernières étapes de la préparation du rapport GEO-3, notre travail a surtout porté sur l'évaluation et l'avenir du système de production de rapports GEO. Nous avons fait une analyse du processus GEO-3 à l'aide de la matrice forces / faiblesses / occasions / menaces (SWOT) du point de vue des centres collaborateurs. De concert avec le Centre mondial de surveillance de la conservation à Cambridge, au R.-U., nous avons procédé à une analyse comparative des systèmes mondiaux d'évaluation et de production de rapports, et mis au point une stratégie de renforcement des compétences pour les besoins d'évaluation de la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du PNUE.

● En collaboration avec Environnement Canada et l'International Sustainability Indicators Network (ISIN) établi aux États-Unis, l'Institut a modifié la structure du Recueil électronique des projets se rapportant aux indicateurs de développement durable, probablement le recueil le plus exhaustif du genre. Nous avons également mis à jour plus de 100 entrées

du recueil pour faciliter la préparation de la nouvelle stratégie canadienne d'indicateurs environnementaux nationaux et de production de rapports, et lancé la nouvelle version du recueil à la rencontre annuelle de l'ISIN tenue à Toronto en mars 2003. Voir <http://www.iisd.org/measure/compendium/>.

● En mars 2003, de concert avec le bureau régional du PNUE pour l'Amérique latine et les Antilles, nous avons conçu et donné une séance de formation sur l'évaluation environnementale intégrée et la production de rapports qui aidera Sainte-Lucie, un petit État insulaire des Antilles, à produire son premier rapport de type GEO sur l'état de l'environnement dans l'île. La méthode utilisée dans le cadre de séances antérieures de formation GEO a été adaptée au contexte de Sainte-Lucie afin que les données soient directement applicables aux activités d'évaluation. Autre nouveauté, l'IIDD conseillera le gouvernement local à toutes les étapes de la préparation du rapport, jusqu'à sa publication.

● En collaboration avec le GRID-Genève du PNUE et le Réseau international des centres d'information sur les ressources, mieux connu sous le nom de groupe Balaton, l'IIDD a organisé en septembre 2002 un atelier de deux jours portant sur la vulnérabilité et l'adaptation du milieu aux forces multiples du changement – notamment à l'évolution du climat – dans la région hongroise du lac Balaton, le plus grand lac d'Europe centrale. Cet atelier a servi à jeter les bases d'un projet sur la vulnérabilité et l'adaptation qui débute en 2003. Ce projet pilote auquel collabore le PNUE et l'Office de coordination du développement du lac Balaton s'inscrit dans la stratégie d'alerte rapide du PNUE.

● Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2003, László Pintér, qui a assumé différentes fonctions à l'IIDD depuis neuf ans, est directeur du programme des mesures et indicateurs. Son prédécesseur, Peter Hardi, demeure membre associé de l'Institut.



## LA COMMUNICATION DES CONNAISSANCES

# Réalisations et

● Nos recherches sur les bonnes stratégies de communications, l'exploitation des réseaux et la gestion des partenariats renforcent l'efficacité de la poursuite de nos objectifs stratégiques. En prévision du Sommet mondial sur le développement durable, nous avons participé, en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Business Action for Sustainable Development (BASD), à l'organisation d'une consultation internationale électronique sur les partenariats pour le développement durable. Les résultats de cette consultation ont été communiqués au Regional and International Networking Group (RING), qui a mené d'autres travaux visant le renforcement des communications dans le cadre de partenariats de recherche. Des organisations et des réseaux du monde entier continuent de faire appel à nous pour savoir comment gérer des rapports de collaboration de manière à accélérer le développement durable.

● En prévision du Sommet mondial sur le développement durable, l'équipe de la communication des connaissances a dirigé pour l'Institut un examen des 10 réussites et des 10 échecs mondiaux de la décennie écoulée depuis le Sommet de la Terre de Rio. Dans ce survol intitulé *Ten Plus Ten*, nous avons noté d'importants changements graduels favorisant le développement durable, surtout sur le plan local, mais aussi de graves lacunes témoignant dans bien des cas de l'absence de volonté politique et de bonnes stratégies pour respecter les engagements pris à Rio. *Ten Plus Ten* a servi à lancer le débat dans les médias canadiens tant nationaux que provinciaux ; des interviews ont été présentées à la radio, et des extraits publiés dans la presse écrite. On peut consulter en ligne le texte de *Ten Plus Ten*, de même qu'une version à jour de Sustainable Development Timeline, à l'adresse <http://www.iisd.org/briefcase/>. Cet examen d'envergure internationale nous a mis dans

une position favorable pour participer au Projet de recherche sur les politiques (PRP) du gouvernement du Canada. Les responsables du PRP ont confié à l'IIDD le soin de déterminer les grandes priorités de recherche stratégique sur le développement durable au Canada. Ce travail se poursuivra en 2003.

● Ces dernières années, nous avons porté un intérêt particulier à l'application concrète des technologies de l'information et des communications (TIC) afin d'aider les ONG, surtout celles des pays du Sud et des pays en transition, à mieux communiquer leurs connaissances. Cette année, nous avons analysé de quelle façon les TIC peuvent faciliter le passage au développement durable, ou encore y nuire. La question a fait l'objet de deux importantes interventions à Johannesburg : la première à l'occasion d'une réunion d'experts organisée par l'IIDD et l'Agence suisse de développement,

L'équipe de la communication des connaissances continue d'encourager la pratique de bonnes communications au sein de l'Institut en aidant les membres du personnel à bien communiquer avec les personnes qu'ils souhaitent renseigner et amener à s'impliquer.

Au cours de l'année écoulée, l'IIDD a préparé des synthèses des progrès réalisés à l'échelle mondiale et nationale en faveur du développement durable. Il a également examiné le rapport entre la nouvelle « société de l'information » et le développement durable.

## faits saillants

et la seconde dans le cadre du dialogue sur l'accès aux nouvelles technologies organisé par l'UICN (l'Union mondiale pour la nature). Par la suite, nous avons bénéficié de l'aide du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada pour constituer un groupe de jeunes analystes de pays du Sud et de pays en transition chargé de faire un examen approfondi des rapports entre la société de l'information et le développement durable.

● L'IIDD continue d'offrir à la prochaine génération de décideurs des occasions de se préparer. Cette année encore, le programme des Jeunes leaders canadiens pour un avenir durable a affecté 35 jeunes stagiaires canadiens auprès d'organisations partenaires du monde entier, avec le soutien financier du ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et de Développement des

ressources humaines Canada (DRHC)/ Conseil de l'Arctique. Nous avons souligné les réalisations de ce programme à Johannesburg en offrant une réception à laquelle assistaient une trentaine d'ex-stagiaires participant à des activités liées au Sommet mondial.

● Notre travail auprès des jeunes et notre intérêt pour la société de l'information ont donné naissance à la coalition Youth Creating Digital Opportunities (YCDO). L'IIDD a créé ce réseau en 2002 avec la collaboration de l'Alliance mondiale pour le savoir (AMS) et de TakingITGlobal (TIG), dans la foulée d'interventions antérieures pour réduire le fossé numérique. Ce groupe toujours plus nombreux d'organisations aide les jeunes à développer leur aptitude à se servir des TIC pour œuvrer en faveur du développement durable dans leur milieu et à l'échelle du monde. En 2002-2003, la coalition YCDO s'est attachée à impliquer des jeunes dans les préparatifs

du Sommet mondial sur la société de l'information. Au niveau international, l'IIDD a fourni un soutien stratégique et logistique au caucus jeunesse du Sommet. Soucieux d'assurer un bon départ aux activités locales des jeunes visant l'application des TIC dans le contexte du développement, l'Institut a recruté une jeune Zimbabwéenne qui, en qualité de stagiaire de l'AMS, aidera les jeunes à se trouver des occasions d'encadrement, de financement et de reconnaissance. Les jeunes en question sont en train de former une société mondiale de jeunes leaders déterminés à se servir des outils de la société de l'information pour garantir à tous l'accès aux chances, l'autonomisation et l'inclusion. Pour en savoir plus, consultez <http://ycdo.net/>.

● Notre équipe des changements climatiques et de l'énergie continue de jouer un rôle constructif et de jouir d'une influence certaine dans le débat sur l'évolution du climat au Canada et partout dans le monde.

● L'IIDD s'emploie à proposer des solutions novatrices aux problèmes que créent les changements climatiques.

## LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET L'ÉNERGIE

### Réalisations et faits saillants

● Depuis que le premier ministre du Canada a décidé de ratifier le protocole de Kyoto, l'Institut participe directement à sa mise en œuvre. De concert avec le gouvernement fédéral, plusieurs provinces, diverses industries et d'autres groupes intéressés, l'IIDD fait la promotion de l'application du protocole d'une manière qui concorde avec les objectifs de protection de l'environnement tout en préparant notre économie à s'adapter de manière équitable et adéquate aux changements qui surviendront dans un avenir axé sur l'hydrogène.

● L'IIDD est maintenant beaucoup mieux connu dans les milieux scientifiques internationaux, particulièrement en matière de développement, d'atténuation des impacts et d'adaptation. En collaboration avec des instituts de recherche du monde entier, il a participé à différents projets destinés à montrer que « le développement d'abord » constitue la meilleure stratégie pour affronter les changements climatiques. L'Institut a également été invité à participer à des réunions d'experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) portant sur des questions liées aux changements climatiques dans le contexte du développement durable, et du double enjeu de l'adaptation et de l'atténuation des impacts.

● L'équipe des changements climatiques et de l'énergie poursuit son travail dans le cadre de plusieurs projets financés par des organismes d'aide extérieure dont l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la U.S. Agency for International Development (USAID). Ces projets visent entre autres à :

- déterminer dans quelle mesure le mécanisme de développement propre peut aider à réduire les émissions de gaz provenant du secteur des transports au Chili;
- analyser les effets de l'évolution du climat et de la mondialisation sur le secteur de l'agriculture en Inde;
- étudier le rapport entre l'énergie renouvelable décentralisée, le mécanisme de développement propre et le développement durable;
- améliorer la capacité des pays en développement membres du Réseau du savoir sur l'évolution du climat (<http://www.cckn.net>) de faire de la recherche et de la sensibilisation sur les changements climatiques et leur pertinence pour les pays en développement;
- aider les pays en développement à se prononcer sur les questions relatives à l'évolution du climat et à faire connaître leur point de vue.

● Nos projets sont réalisés en partenariat avec une trentaine d'autres instituts de recherche, la plupart de pays en développement.

● L'IIDD a aussi accru ses contributions dans le secteur de la vulnérabilité et de l'adaptation aux changements climatiques. Entre autres activités, l'Institut a :

- agi en qualité de coordonnateur de réseau en ce qui concerne les répercussions socio-économiques de l'évolution du climat sur le plan de la santé;
- analysé l'efficacité du recours à des stratégies de conservation et de prévention des catastrophes pour aider les populations particulièrement vulnérables à s'adapter aux changements climatiques;
- collaboré avec Hydro-Manitoba afin d'étudier les effets hydrologiques de l'évolution du climat sur la capacité du réseau hydroélectrique.
- Finalement, l'Institut a accru son influence dans de nombreuses régions du Canada, notamment au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba, en Ontario, au Québec et dans l'Île-du-Prince-Édouard.

L'équipe des politiques économiques poursuit son examen de la relation entre la pauvreté et l'environnement, et de l'impact des subventions.

Le projet d'efficacité énergétique TERI-Canada, d'une durée de cinq ans, est presque terminé. Il a produit de nombreux résultats et enseignements utiles.

## LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

# Réalisations et faits saillants

● L'Institut est toujours reconnu pour sa contribution au dialogue sur le lien entre la pauvreté et l'environnement. En février 2003, le 22<sup>e</sup> conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement a approuvé le cadre conceptuel pauvreté-environnement de l'IIDD. Il a également adopté un plan de travail visant l'application du cadre en Afrique au cours des trois prochaines années. L'Institut s'attend à être consulté et à jouer un important rôle dans la coordination du réseau et des études des pays en développement.

● Les travaux de l'IIDD sur la pauvreté et l'environnement se fondent sur les écrits et enseignements du prix Nobel Amartya Sen, auteur de *Development as Freedom*, un livre très bien accueilli par la critique. En collaboration avec l'Institut Mazingira du Kenya, l'Institut a publié *There is a Better Way*, une bande dessinée illustrant les travaux de Sen, auquel un bon accueil a été réservé en Afrique. Les idées de Sen y sont exposées en mots simples accessibles à tous. L'Institut a aussi publié deux numéros de Nexus, son bulletin présentant des analyses de la relation entre la pauvreté et l'environnement.

● Anantha Duraiappah, directeur des politiques économiques à l'Institut, a fait une importante contribution à l'Évaluation des écosystèmes en début de millénaire. Il a co-signé le chapitre intitulé « Lessons Learned: Consequences for ecosystems, human well-being and poverty reduction ». L'évaluation porte sur la relation entre les écosystèmes et le

bien-être des populations. Pour plus de renseignements, voir <http://www.millenniumassessment.org>.

● Le projet d'efficacité énergétique TERI-Canada d'une durée de cinq ans est presque terminé. Ce projet de plusieurs millions de dollars était financé par l'Agence canadienne de développement international et réalisé en partenariat avec l'Energy and Resources Institute (TERI), établi en Inde. Cette année, les travaux de l'IIDD ont essentiellement porté sur la réforme budgétaire verte. Ils ont consisté à trouver des instruments budgétaires et à créer des outils analytiques pour l'examen des incidences de l'exploitation énergétique sur le développement durable. Ces objectifs ont été réalisés dans le cadre de quatre interventions distinctes :

1. Les responsables du projet ont établi des possibilités de budget vert dans la recommandation budgétaire annuelle du TERI au gouvernement de l'Inde.
2. Reconnaissant que les personnes à faible revenu consacrent à l'énergie une part plus importante de leur budget que les mieux nantis, le projet d'indemnisation-MARKAL a préparé trois rapports sur les travaux de modélisation économique visant l'étude des répercussions de scénarios d'atténuation des changements climatiques sur les populations à faible revenu, et la conception d'un train de mesures d'indemnisation des ménages touchés par ces changements.

3. Pour combler le fossé entre les décideurs, la société et les systèmes économiques, sociaux et environnementaux dans lesquels nous vivons, les responsables du Cadre d'évaluation de la viabilité énergétique ont mis au point la jauge de la viabilité énergétique, un outil électronique interactif associant l'analyse des principaux indicateurs de développement énergétique durable à l'application des instruments stratégiques influant sur ces indicateurs. Déjà utilisée en Inde et au Canada, la jauge sera mise à la disposition du grand public et des décideurs intéressés d'ici à 2004.

● Le projet Van Lennep sur le commerce et les subventions a débuté cette année. Ce projet qui honore la mémoire de feu Emile van Lennep, économiste réputé des Pays-Bas, fait appel aux talents de nos équipes des politiques économiques et du commerce et de l'investissement. Il vise à trouver un moyen constructif, transparent et équitable d'aplanir les divergences entre pays développés et pays en développement face aux subventions, à désamorcer l'antagonisme et la suspicion actuelles à l'égard de l'Organisation mondiale du commerce concernant les subventions, à renforcer les capacités de recherche pour établir quels problèmes posent les subventions sur le plan commercial, et à établir des stratégies pour s'y attaquer.



## LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT

# Réalisations et

● Quand des contradictions internes ajoutées à des maladresses politiques et aux pressions d'ONG ont fait dérailler les négociations de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) concernant l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1997, beaucoup ont cru que le spectre d'une libéralisation généralisée s'était effacé pour un bon moment. Mais c'était crier trop tôt victoire. Riche de l'expérience de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), l'IIDD a entrepris d'examiner de près certaines affaires soumises à l'arbitrage en vertu de traités bilatéraux d'investissement (TBI) toujours plus nombreux. Elle a découvert que les craintes des ONG concernant les éventuelles répercussions de l'AMI sur la réglementation sociale et environnementale étaient en train de se matérialiser insidieusement. Au moins 2000 TBI envahissaient à la vitesse d'un feu de forêt le terrain laissé libre par la combustion de l'AMI. Pire encore, d'importantes décisions d'intérêt public se prenaient à l'abri des regards derrière des portes scellées, dans des instances internationales d'arbitrage commercial dont certaines sont si obscures qu'il est impossible de savoir quelles affaires leur

sont soumises, et qui sont les plaideurs. Les TBI constituent aujourd'hui la principale préoccupation de l'Institut dans le domaine de l'investissement. Maintenant que nous passons les TBI au crible, le milieu de l'investissement privé pourrait devoir rendre des comptes.

● Pendant des années, les partisans de la protection de l'environnement se sont sentis frustrés de voir les pays en développement rejeter catégoriquement leurs plans d'action. Pour les pays du Sud, ce souci pour l'environnement n'était qu'une façon de substituer des barrières écologiques aux tarifs et aux quotas éliminés par les cycles successifs de négociations commerciales. Des priorités environnementales légitimes étaient inévitablement associées aux intérêts de pays riches cherchant à les imposer à des pays aux priorités différentes. Jugeant cette situation préoccupante vu l'urgence de protéger l'environnement dans les nombreux pays en développement touchés par la libéralisation du commerce, l'Institut a décidé d'emprunter une voie nouvelle. De concert avec des délégations de ces pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et avec des partenaires de recherche du Sud, il s'emploie à mettre au point un programme d'action concordant avec les

priorités environnementales des pays en développement. Ce projet d'un « programme d'action du Sud en matière de commerce et d'environnement » devrait faciliter la préparation d'un programme d'action équilibré et permettre à l'OMC de faire de réels progrès en faveur de l'environnement.

● Comment progressent les pourparlers de Doha sur le commerce multilatéral ? La réponse peut être simple, ou extrêmement compliquée. Les négociations qui ont débuté au début de 2002 ont été confiées à 17 groupes différents, le conseil général de l'OMC faisant office de comité des négociations. De nombreux points sont examinés par plus d'un groupe. Aucun observateur de l'extérieur n'est admis (surtout pas les ONG qui défendent les intérêts du public). Si quelques bribes de renseignements filtrent, elles sont très difficiles à décoder dans le bruit de fond de la ruche qu'est l'OMC. Pour essayer d'y voir clair, l'IIDD a co-produit avec le Centre international du commerce et du développement durable une série de rapports, la Doha Round Briefing Series, où sont analysées les discussions que chacun des groupes de négociation ont eues en 2002. Voir [http://www.iisd.org/trade/wto/doha\\_briefing.asp](http://www.iisd.org/trade/wto/doha_briefing.asp).



L'équipe du commerce et de l'investissement a aidé les partenaires de l'Institut à renforcer leurs capacités, et elle a simplifié les renseignements parfois complexes issus des négociations internationales.

L'Institut s'emploie à encourager l'élaboration de politiques de commerce et d'investissement favorables au développement durable, et à les défendre.

## faits saillants

● L'Union soviétique ne pratiquait pas le libre-échange et n'a jamais été admise dans le cercle libre-échangiste de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Quand la guerre froide a pris fin, les 15 ex-républiques soviétiques se sont toutes tournées vers Genève. La moitié environ sont maintenant membres en règle de l'OMC, le reste attendant dans l'antichambre. Cet important changement s'est produit en peu de temps. Quel effet aura-t-il sur le développement durable ? On l'ignore, mais l'IIDD s'efforce de faciliter la transition. Nous avons lancé un programme qui aide ou a aidé huit ex-républiques soviétiques à se préparer à adhérer à l'OMC ou à s'adapter à leur état de membres sans sacrifier le développement durable. Nous avons produit une abondante documentation en russe, dont le réputé guide de l'IIDD et du PNUE sur l'environnement et le commerce.

● L'OMC est connue pour manquer de transparence et tenir les non-initiés à l'écart. Grâce aux démarches de l'IIDD, les choses changent. Nous avons délibérément décidé de nous mettre au diapason du milieu du commerce en apprenant son

langage, sa culture et ses codes secrets. L'effort porte fruit. L'Institut a été la première ONG dont une déclaration a été publiée sur la page principale du site Internet de l'OMC. Il se retrouve parmi les 13 ONG internationales choisies pour faire partie du nouveau Comité consultatif des ONG. Il est la première ONG invitée à donner le cours que l'OMC offre normalement aux représentants commerciaux de pays en développement. Si notre objectif consiste à influencer les décideurs, cette position favorable nous sera très utile.

● En collaboration avec la Fundación Futuro Latinoamericano, le Centre équatorien du droit environnemental et d'autres organismes, l'IIDD a été l'hôte d'ateliers sur le commerce et l'environnement à Quito, en Équateur, parallèlement à la réunion ministérielle de l'automne 2002 sur la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). À l'issue de ces rencontres de trois jours, la société civile a formulé des propositions concernant les droits de propriété intellectuelle et la biodiversité, le droit et la politique en matière d'investissement, les mécanismes de participation de la société civile, et l'évaluation du développement

durable dans la ZLEA. Un rapport a été présenté aux 34 ministres réunis pour discuter de la ZLEA. Sept propositions émanant des ateliers ont été inscrites dans la déclaration ministérielle.

● La deuxième phase d'implantation du Réseau du savoir sur le commerce a atteint sa vitesse de croisière au cours de l'année écoulée. Cogéré par l'IIDD et le Centre international du commerce et du développement durable, ce réseau qui compte huit partenaires internationaux a relancé son site Internet à <http://www.tradecnowledgenetwork.net>, organisé de nombreux ateliers et fait d'importantes recherches sur la relation entre le commerce et le développement durable. Le réseau aide les instituts de recherche, les gouvernements et les milieux intéressés (gens d'affaires, universitaires et ONG pour l'environnement et le développement) des pays partenaires à renforcer leurs capacités à long terme de s'attaquer aux problèmes complexes du développement durable dans le contexte commercial.

L'équipe des Services d'information de l'IIDD comprend plus de 50 personnes originaires de près de 30 pays différents.

Avec le *Bulletin des négociations de la Terre*, l'IIDD contribue à rendre transparentes et accessibles les négociations internationales sur l'environnement et le développement durable.



## LES SERVICES D'INFORMATION

Les Services d'information de l'IIDD

Site Linkages

<http://www.iisd.ca>

## Réalisations et faits saillants

● Les Services d'information de l'IIDD ont offert en temps réel des comptes rendus détaillés des deux dernières rencontres du comité préparatoire et du Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable. Ils ont préparé des éditions quotidiennes du *Bulletin des négociations de la Terre* de même que des articles et des analyses en ligne.

● En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les Services d'information de l'IIDD ont publié *ENB on the Side*, un compte rendu des résultats d'activités parallèles à des réunions préalables et au Sommet mondial sud-africain.

● En 2002-2003, ces services ont procédé au lancement de *Linkages Update*, un bulletin sous forme de courriel en HTML offrant des nouvelles des dernières et des prochaines activités intéressant les décideurs en matière de développement durable. Cette nouvelle publication, essentiellement en version courriel d'une page Web comportant un lien vers le site *Linkages* de l'IIDD, compte maintenant quelque 30 000 lecteurs dans le monde.

● L'IIDD a publié le *Bulletin des négociations de la Terre* lors d'au moins 30 réunions des Nations Unies grâce au financement des gouvernements du Canada, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, des États-Unis, de la Suisse,

du Danemark, de l'Allemagne, de la Norvège, de la Suède, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de Taiwan et de la France, ainsi que de la Commission européenne et du PNUE.

● Différents gouvernements et organisations ont fait appel à l'IIDD pour la production de comptes rendus de réunions sur de grands enjeux touchant l'eau, les forêts, l'énergie durable, les changements climatiques et la biodiversité.

L'équipe de l'IIDD a contribué à mettre en lumière la relation entre la sécurité et l'environnement et, avec la collaboration de groupes intéressés, est intervenue auprès des exploitants miniers et minéraux pour qu'ils intègrent le développement durable à leurs plans d'affaires.

L'Institut s'emploie à élargir son secteur de la gestion des ressources naturelles présentement sans directeur. Une évaluation de nos projets et de nos besoins en ressources est en cours depuis la fin de l'année financière.

LA GESTION DES  
RESSOURCES  
NATURELLES

## LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

### Réalisations et faits saillants

● Cette année, l'activité de l'IIDD a été intense dans le secteur de l'exploitation minière et minérale. Le projet Mines, minéraux et développement durable – Amérique du Nord (MMDD-AN) a atteint son point culminant. Il s'agit du volet indépendant nord-américain d'un examen mondial des pratiques d'exploitation minière dirigé par l'Institut international pour l'environnement et le développement (Londres). Le projet visait à établir des prescriptions industrielles afin que les activités minières soient compatibles avec le virage de la société en faveur du développement durable. Les responsables du projet mondial ont présenté leurs résultats et recommandations à la conférence de l'Initiative minière mondiale tenue à Toronto en mai 2002, de même qu'au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) de Johannesburg, en Afrique du Sud, en août et septembre. L'équipe du projet MMDD-AN dirigé par l'IIDD en partenariat avec le Mining Life Cycle Centre de l'Université du Nevada, à Reno, a présenté son rapport final à la rencontre annuelle des ministres des Mines du Canada en septembre 2002. Les résultats de ces travaux ont également été exposés dans le cadre de plusieurs conférences et colloques. Environ 150 personnes issues d'un large éventail de champs d'intérêt et provenant de différentes régions d'Amérique du Nord ont participé au projet.

● Bien que les questions de sécurité aient été au premier rang des préoccupations politiques internationales, le travail de l'IIDD en matière d'environnement et de sécurité a bien progressé cette année. En se fondant sur les premiers travaux du groupe d'experts de l'Institut, les membres du personnel ont participé à différents projets de grande envergure ou en ont pris la direction. Ils ont notamment :

- contribué au Contrat mondial des Nations Unies sur les lignes directrices aux entreprises pour l'évaluation de l'impact des conflits;
- fait office de secrétariat d'un projet pour l'environnement et la sécurité lancé par plusieurs organismes onusiens et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe afin de chercher des solutions aux problèmes en ex-Yougoslavie et en Asie centrale;
- agi en qualité de conseiller auprès des missions de l'Unité de l'évaluation après les conflits du Programme des Nations Unies pour l'environnement en Afghanistan, en Irak et dans les territoires occupés en Palestine;
- participé à un groupe de travail sur l'environnement et les conflits de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques en Europe.

● La publication *Conserving the Peace* de l'IIDD et de l'UICN sur les ressources, les moyens de subsistance et la sécurité, est de plus en plus consultée sur le terrain, et elle est présentement utilisée dans des cours donnés entre autres à l'Université de Toronto, à l'Université d'Ottawa et à l'University of California-Irvine. On y trouve plusieurs études de cas de même que de nombreuses recommandations sur la contribution des pratiques de conservation à l'amélioration de la sécurité et des moyens de subsistance à l'échelle locale.

● Arthur Hanson, membre distingué de l'Institut et scientifique principal, est toujours l'un des deux ambassadeurs ministériels pour les océans au Canada. Il s'occupe surtout de l'application de la Loi sur les océans. Il a également présidé le comité consultatif technique pour l'Initiative en Équateur à laquelle des prix ont été décernés au SMDD par les Nations Unies, en reconnaissance du fait que la conservation et l'usage durable de la biodiversité ont permis de réduire la pauvreté de populations de zones tropicales. Arthur Hanson a aussi consacré beaucoup de son temps à ses fonctions d'expert principal du Conseil chinois de coopération internationale en environnement et développement, qu'il aide à se doter de nouvelles orientations en matière de conseils stratégiques.



## L'ÉQUIPE DE L'IIDD

Les membres de l'Institut international du développement durable représentent un vaste éventail d'antécédents, de talents et d'intérêts. Les personnes suivantes ont travaillé pour l'IIDD au cours de l'année financière 2002-2003.

Mylene Arabit  
Rod Araneda  
Stephan Barg  
Trineesh Mohan Biswas  
Jodi Browne  
Jennifer Bryant  
Carolee Buckler  
Chad Carpenter  
Jennifer Castleden  
Anna Chugunova  
Heather Creech  
Dennis Cunningham  
Shawna Curtis  
John Drexhage  
Anantha Duraiappah  
Lael Dyck  
Cristina Esposito  
Kyle Fargey  
Janice Gair  
Bill Glanville  
Virginia Gonzales  
Langston James Goree  
VI "Kimo"  
Karen Goulding  
Darlene Gregoire  
Chantal Guertin  
Debbie Xiaolin Guo  
Mark Halle  
Anne Hammill  
Arthur Hanson  
Peter Hardi  
Pat Hardy  
Peter Hughes  
Kristen Hildebrand  
Jennifer Hirschfeld  
Robert Jones  
Fabienne Kalifat Turner

Darryl Kutzan  
Deborah Lehmann  
Jason Macki  
Jason Manaire  
Clarita Martinet-Fay  
Stacy Matwick  
Catherine Muir  
Prisna Nuengsigkapien  
Jo-Ellen Parry  
Alison Patmore  
Jacqueline Pilon  
László Pintér  
Pumulo Roddy  
Marcelo Rojo  
Marlene Roy  
David Runnalls  
Darlene Sanchez  
Malena Sell  
Jennifer Senenko  
Ian Seymour  
Stuart Slayen  
Darren Swanson  
Jason Switzer  
Henry Venema  
Shannon Wentz  
Terri Willard  
Michelle Wowchuk  
Wanhua Yang  
Jennifer Zelmer

### Associés

Graham Ashford  
Warren Bell  
David Boyer  
Pamela Chasek  
Aaron Cosby  
Peter Dickey

Tony Hodge  
Victoria Kellett  
Howard Mann  
Luke Peterson  
Tom Rotherham  
Marie-Claire Segger  
Ian Thomson  
Steven Winkelman  
Christopher Zegras

### Membres associés

Keith Bezanson  
Ola Ullsten  
Konrad von Moltke

### Rédacteurs du BNT

Karen Alvarenga  
de Oliveira  
Jacob Andersen  
Changbo Bai  
Andrew Baldwin  
Tonya Barnes  
Nienke Beintema  
Emily Boyd  
Robynne Boyd  
Stanley Burgiel  
Pamela Chasek  
Angela Churie  
Elisabeth Corell  
Deborah Davenport  
Francis Dejon  
Joanna Depledge  
Rado Dimitrov  
Peter Doran  
Socorro Estrada  
David Fernau  
Brandy Filtzer

Mongi Gadhoun  
John Gagain, Jr.  
Catherine Ganzleben  
Langston James Goree  
VI "Kimo"  
Jonathon Hanks  
Tamilla Held  
Laura Ivers  
Holly Kaufman  
Pia M. Kohler  
Fiona Koza  
Michael Lisowski  
Dagmar Lohan  
Leila Mead  
Gerhard Mulder  
Wagaki Mwangi  
Diego Noguera  
Prisna Nuengsigkapien  
Leslie Christine Paas  
Teya Penniman  
Lavanya Rajamani  
Marcela Rojo  
Yaël Ronen  
Charlotte Salpin  
Nicole Schabus  
Lisa Schipper  
Mark Schulman  
Richard Sherman  
Malena Sell  
Silke Speier  
Chris Spence  
Jason Switzer  
Elsa Tsioumani  
Andrey Vavilov  
Lynn Wagner  
Hugh Wilkins

### Stagiaires

Maja Andjelkovic  
Eenjin Batsuren  
Trineesh Biswas  
Laura Bogomolny  
Dena Cator  
Xavier Cattarinich  
Daniel Cohn  
Tricia Colagiovanni  
Karl Cox  
Nicole Dobinson  
Elisabeth Gilmore  
Jordan Gold  
Keith Gordon  
Gwen Healey  
Jared Huber  
James Keirstead  
Glenda Koh  
Glenna Lee  
Gillian Moran  
David Piechota  
Sarah Robin  
Edan Rotenberg  
Erin Russell  
Todd Schenk  
Christine Short  
Erin Silsbe  
Karin Simonson  
Brad Smith  
Scott Stewart  
Carrie Taylor  
Rebecca Wardle  
Jennifer West  
Matt Woods

# RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de  
l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2003 et les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

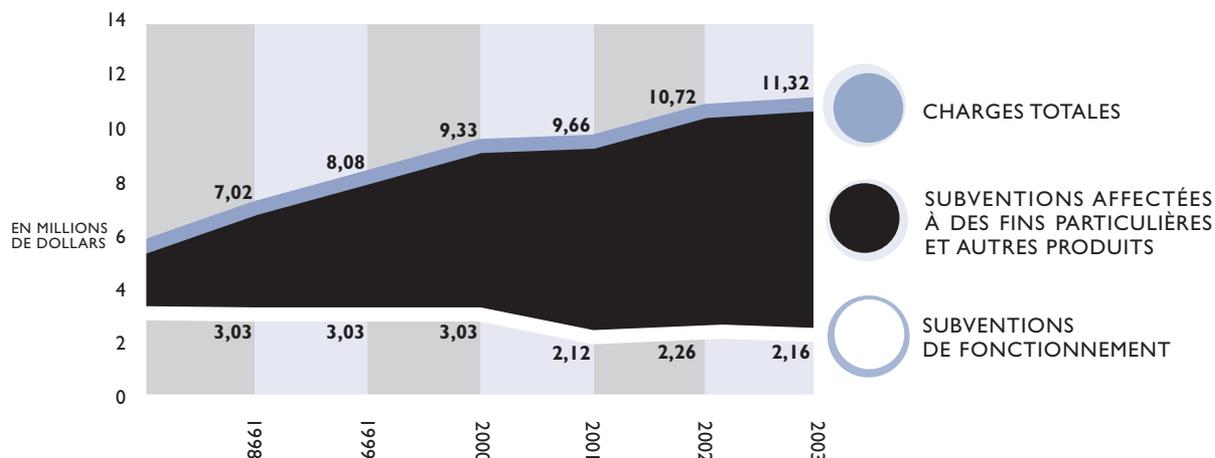
Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Deloitte + Touche S.A.S.*

Comptables agréés  
Winnipeg (Manitoba)  
Le 7 mai 2003

## 1998 - 2003 Évolution du financement de L'IISD



Exercices terminés les 31 mars

# ●● BILAN CONSOLIDÉ

31 mars 2003

	2003	2002
<b>ACTIF</b>		
<b>À COURT TERME</b>		
Encaisse	1 309 524 \$	1 293 208 \$
Titres négociables	5 855 308	5 491 789
Débiteurs	6 390 612	6 644 663
Frais payés d'avance et dépôts	160 733	119 934
	13 716 177	13 549 594
<b>IMMOBILISATIONS</b>	240 749	283 288
	13 956 926 \$	13 832 882 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>À COURT TERME</b>		
Créditeurs et charges à payer	1 412 338 \$	1 108 924 \$
Produits reçus d'avance	5 866 580	5 749 768
	7 278 918	6 858 692
<b>ACTIFS NETS</b>		
Actifs nets investis en immobilisations	240 749	283 288
Réserve pour création de programmes	3 808 618	3 835 165
Réserve pour développement à long terme	1 462 490	1 616 471
Actifs de fonctionnement nets non affectés	1 166 151	1 239 266
	6 678 008	6 974 190
	13 956 926 \$	13 832 882 \$

## ● ● ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

De l'exercice terminé le 31 mars 2003

	2003	2002
<b>PRODUITS</b>		
Subventions affectées à des fins particulières	8 331 750 \$	7 694 117 \$
Subventions de fonctionnement	2 162 556	2 259 958
Intérêts	263 622	283 026
Autres produits	261 429	153 853
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>11 019 357</b>	<b>10 390 954</b>
<b>CHARGES</b>		
Projets		
Services d'information	2 652 806	2 472 707
Commerce et investissement	2 374 372	1 639 464
Changements climatiques et énergie	1 400 921	1 166 182
Communication des connaissances	1 067 401	1 124 075
Politique économique	981 516	1 185 634
Gestion des ressources naturelles	821 112	1 255 132
Mesures et indicateurs	619 295	536 802
Création de nouveaux projets	41 723	63 860
	9 959 146	9 443 856
Administration	736 062	593 267
Financement et sensibilisation	417 898	547 384
Conseil d'administration	202 433	138 191
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>11 315 539</b>	<b>10 722 698</b>
<b>EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS</b>	<b>(296 182)</b>	<b>(331 744)</b>
<b>MONTANT PRÉLEVÉ SUR LES ACTIFS NETS</b>		
Actifs nets investis en immobilisations	42 539	19 455
Réserve pour création de programmes	26 547	34 933
Réserve pour développement à long terme	153 981	258 299
<b>DIMINUTION DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS</b>	<b>(73 115)</b>	<b>(19 057)</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS, AU DÉBUT</b>	<b>1 239 266</b>	<b>1 258 323</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS, À LA FIN</b>	<b>1 166 151 \$</b>	<b>1 239 266 \$</b>

## ●● ACCORDS DE FINANCEMENT

SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	2003	Subventions selon les accords 2002 (en milliers de dollars)
Gouvernements et organismes canadiens	3 361 \$	2 385 \$
internationaux	3 347	2 634
	6 708	5 019
Organismes des Nations Unies	471	530
Organismes internationaux	923	640
Fondations philanthropiques	224	58
Secteur privé et autres	405	421
	8 731 \$	6 668 \$

Les produits tirés des subventions affectées à des fins particulières et les autres produits, qui englobent les ventes de publications et le recouvrement des coûts, sont ventilés par secteur d'activité :

Secteur d'activité	Autres produits	Subventions affectées (en milliers de dollars)	Total
Services d'information	– \$	2 681 \$	2 681 \$
Commerce et investissement	61	2 010	2 071
Changements climatiques et énergie	66	1 078	1 144
Communication des connaissances	5	782	787
Politique économique	16	752	768
Gestion des ressources naturelles	68	688	756
Mesures et indicateurs	33	314	347
Administration, financement et sensibilisation	12	12	24
Création de nouveaux projets	–	15	15
	261 \$	8 332 \$	8 593 \$

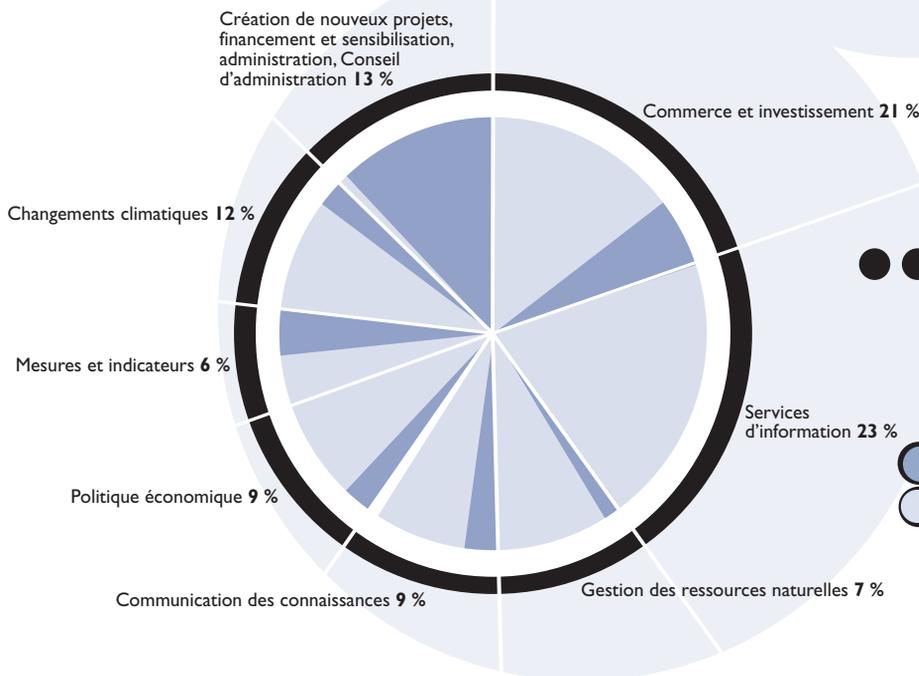
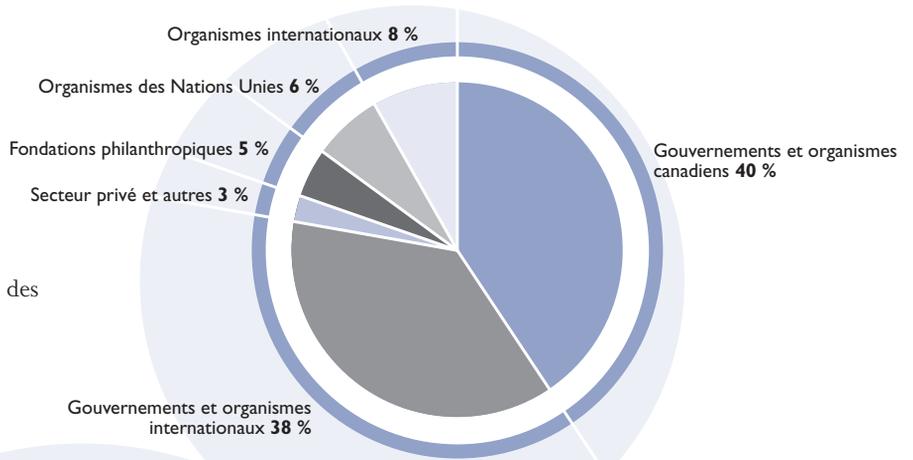
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT L'IIDD a renouvelé des accords de financement avec le gouvernement du Canada (Environnement Canada et l'Agence canadienne de développement international [l'ACDI]). L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement pour une période de cinq ans allant du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2005. Environnement Canada renouvelle sa contribution annuellement. L'IIDD a également conclu un nouvel accord de financement d'une durée de cinq ans avec le gouvernement du Manitoba qui s'étend sur une période allant du mois d'avril 2001 au 31 mars 2006. Cet accord prévoit une subvention de fonctionnement de base totalisant 4 583 600 \$ et une subvention liée à des projets particuliers pouvant atteindre un montant additionnel de 1 145 900 \$ pour toute la période visée.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	2003	Subventions reçues Exercices antérieurs (en milliers de dollars)	Subventions à recevoir
Gouvernement du Canada				
Agence canadienne de développement international	5 000 \$	1 000 \$	2 000 \$	2 000 \$
Environnement Canada	1 000	200	400	400
Gouvernement du Manitoba	4 584	963	1 060	2 561
Produits tirés des subventions de fonctionnement	10 584 \$	2 163 \$	3 460 \$	4 961 \$

**2002 - 2003**  
**SUBVENTIONS**  
**AFFECTÉES À DES**  
**FINIS PARTICULIÈRES,**  
**PAR DONATEUR**

Total des subventions affectées à des fins particulières 8 331 750 \$



**2002 - 2003**  
**PRODUITS ET CHARGES PAR**  
**CATÉGORIE DE PROJETS**

Charges totales de 11 315 539 \$

Financé par :

-  SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT
-  SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINIS PARTICULIÈRES ET AUTRES PRODUITS

**ANNEXE I – FONCTIONNEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ** (en milliers de dollars) De l'exercice terminé le 31 mars 2003

	Services d'information	Commerce et investissement	Changements climatiques et énergie	Communication des connaissances	Politique économique	Gestion des ressources naturelles	Mesures et indicateurs	Création de nouveaux projets	Financement et sensibilisation	Conseil d'administration	2003 Total	2002 Total
Produits	2 681 \$	2 071 \$	1 144 \$	787 \$	768 \$	756 \$	347 \$	15 \$	22 \$	2 \$	8 593 \$	7 848 \$
Personnel	402	1 107	685	403	421	546	368	24	601	253	4 810	4 221
Consultation	988	615	337	438	332	68	67	12	1	18	2 876	2 951
Déplacements	975	263	199	125	115	97	86	6	30	31	1 927	1 896
Loyer	61	81	37	25	25	25	22	—	35	16	327	316
Fournitures et autre matériel	55	82	34	20	14	22	27	—	29	26	309	288
Publications	43	56	25	12	11	37	20	—	1	34	239	234
Amortissement des immobilisations	50	29	16	10	18	10	8	—	13	16	170	226
Réunions	4	92	14	13	18	2	3	—	1	12	159	209
Télécommunications	75	43	47	15	22	10	14	—	17	6	249	187
Conseil d'administration	—	—	—	—	—	—	—	—	—	202	202	138
Documents de recherche	—	6	7	6	6	4	5	—	8	6	48	57
Total des charges	2 653	2 374	1 401	1 067	982	821	620	42	736	418	11 316	10 723
Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits	28 \$	(303) \$	(257) \$	(280) \$	(214) \$	(65) \$	(273) \$	(27) \$	(714) \$	(416) \$	(2 723) \$	(2 875) \$
Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits financés au moyen des éléments suivants :											2 163	2 260
Subventions de fonctionnement											264	283
Intérêts											(296) \$	(332) \$
Excédent des charges sur les produits												

## ANNEXE 2 – SUBVENTIONS AFFECTÉES À DES FINS PARTICULIÈRES (en milliers de dollars)

De l'exercice terminé le 31 mars 2003

<b>Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)</b>		<b>Organismes internationaux</b>	
Agence canadienne de développement international (ACDI)	1 406 \$	Conseil de la Terre	452
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	650	Organisation internationale des bois tropicaux	94
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	527	Union mondiale pour la nature (UICN)	84
Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement (ACDI)	283	Secretariat of the 3rd World Water Forum	78
Développement des ressources humaines Canada	81	Banque mondiale	78
Environnement Canada	78	Royal Institute for International Affairs (RIIA)	47
Affaires indiennes et du Nord Canada	24	The AVINA Group	32
Santé Canada	23	Commission de coopération environnementale (CCE)	25
Ressources naturelles Canada	20	Nautilus Institute for Security and Sustainable Development	19
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	19	Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	10
Industrie Canada	17	Fonds mondial pour la nature (WWF)	4
Ministère des Pêches et des Océans	5		923
Autres	3	<b>Fondations philanthropiques</b>	
	3 136	Fondation Mott	112
<b>Gouvernements provinciaux</b>		Winslow Foundation	77
Manitoba	203	Loewen Foundation	21
Autres	22	Fondation Winnipeg	10
	225	Fondation Rockefeller	4
<b>Gouvernements étrangers</b>			224
Suisse	1 189	<b>Secteur privé et autres</b>	
Royaume-Uni	809	University of Rhode Island	70
Danemark	320	Manitoba Hydro	60
Norvège	300	Climate Change Central	50
Commission européenne	147	Institute of Economic Growth	23
France	143	INAB	21
Japon	112	Crea Consulting	18
Espagne	83	McCarthy Tétrault	16
Australie	65	Bechtel Corporation	16
Autriche	57	Golder Associates	16
Chine	56	Secrétariat de la Convention de Bâle	16
Finlande	39	Tan Range Exploration Corporation	16
Autres	27	World Business Council for Sustainable Development	15
	3 347	Business Action for Sustainable Development	14
<b>Organismes des Nations Unies</b>		Centre for Global Dialogue	12
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	144	GKP Secretariat	9
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	93	Trans Canada Pipelines	6
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	90	North American Metals	5
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	77	Friedrich – Ebert Stiftung	4
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	54	United Way of Winnipeg	4
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	13	York University (Sustainable Enterprise Academy)	4
	471	Consensus Building Institute	3
		ESG International	3
		Canada Life Securities	2
		Institute of Global Environment	1
		Shell Canada	1
			405
			8 731 \$